

## ANNEXE 1 : SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE

<b>I. <u>Tableau récapitulatif des Servitudes d'Utilité Publique</u></b>	<b>2</b>
<b>II. <u>Détails</u></b>	<b>3</b>
1.A. Servitudes relatives aux terrains riverains de cours d'eau non domaniaux	3
1.B. Servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement	4
1.C. Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	5
1.E. Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques	10
1.F. Servitudes liées aux périmètres de protection des eaux potables	14
1.G. Servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement	25
<b>III. <u>Report des servitudes d'utilité publique sur le plan de règlement graphique du P.L.U. au 1/5 000</u></b>	<b>29</b>



**I. TABLEAU RÉCAPITULATIF DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE**

REF PLU.	SYMBOLE	NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	TEXTES QUI PERMETTENT DE L'INSTITUER	ACTE D'INSTITUTION	OBSERVATIONS	BÉNÉFICIAIRE OU SERVICE À CONSULTER
<b>1.A.</b>	<b>A4</b>	Servitudes relatives aux terrains riverains de cours d'eau non domaniaux	Loi du 8.4.1898 Code rural et loi du 16.12.1964, décret 59.96 du 7.1.1959 et décret 60.419 du 25.4.1960	Arrêté préfectoral du 25.3.1907	Cette servitude s'applique à tout le département	D.D.A.F.
<b>1.B.</b>	<b>A5</b>	Servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement	Loi 62-904 du 4.8.1962 Décret 64-153 du 15.2.1964	Ces servitudes sont généralement instaurées au bénéfice de communes. Elles sont instituées, en priorité, par conventions amiables. En cas de désaccord, elles doivent être reportés au P.L.U., faute de quoi elles deviennent inopposables aux tiers.		Commune
<b>1.C.</b>	<b>I4</b>	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	Loi du 15.06.1906 modifiée Loi du 8.04.1946 (article 35) Ordonnance du 23.10.1958 Décrets du 6.10.1967 et du 11.06.1970 modifié	Accord amiable en application du décret du 6.10.1967 ou arrêté préfectoral du 11.6.1970 modifié	Réseau électrique HTA de distribution  Réseau HTB transport 2x400 kV Domloup-Launay 1 et 2	DDE/BCDEE  RTE ZA LA SALLE VERTE, 1 rue Ampère 29556 QUIMPER Cedex 09
<b>1.E.</b>	<b>PT2</b>	Servitudes relatives Aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles de centres d'émission et de réception exploités par l'Etat.	Code des Postes et des Télécommunications Article L.54 à L 56, R21 à R26	<b>Décret d'abrogation du 10/07/2000</b>	LH Cesson – La Chapelle Janson	France Télécom URR Côte d'Armor - Ille et Vilaine
<b>1.F.</b>	<b>AS1</b>	Servitudes liées aux périmètres de protection des eaux potables	Loi n°64.1245 du 16/12/1964 Décret n°61.859 du 01/08/1961 modifié par décret n°67.1903 du 15/12/1964 Circulaire du 10/12/1962	Arrêté préfectoral du 30/01/2003	Captage des Aunays et Bouchard	D.D.A.S.S.
<b>1.G</b>	<b>T7</b>	Servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement	R 244-1 et D 244-1 à D 244-4 du code de l'aviation civile et L.126-1, R.126-1 du CU	Arrêté du 25/07/1990 Circulaire du 25/07/1990	Relative aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation	DAC Ouest



**II. DÉTAILS****1.A. Servitudes relatives aux terrains riverains de cours d'eau non domaniaux**

REF PLU	SYMBOLE	NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	TEXTES QUI PERMETTENT DE L'INSTITUER	ACTE D'INSTITUTION	OBSERVATIONS	BÉNÉFICIAIRE OU SERVICE À CONSULTER
<b>1.A.</b>	<b>A4</b>	Servitudes relatives aux terrains riverains de cours d'eau non domaniaux	Loi du 8.4.1898 Code rural et loi du 16.12.1964, décret 59.96 du 7.1.1959 et décret 60.419 du 25.4.1960	Arrêté préfectoral du 25.3.1907	Cette servitude s'applique à tout le département	D.D.A.F.



## 1.B. Servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement

REF PLU	SYMBOLE	NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	TEXTES QUI PERMETTENT DE L'INSTITUER	ACTE D'INSTITUTION	OBSERVATIONS	BÉNÉFICIAIRE OU SERVICE À CONSULTER
<b>1.B.</b>	<b>A5</b>	Servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement	Loi 62-904 du 4.8.1962 Décret 64-153 du 15.2.1964	Ces servitudes sont généralement instaurées au bénéfice de communes. Elles sont instituées, en priorité, par conventions amiables. En cas de désaccord, elles doivent être reportés au P.L.U., faute de quoi elles deviennent inopposables aux tiers.		Commune

### Voir également ci-joint :

- Arrêté préfectoral du 27 Juillet 1999 concernant la liaison Chesné/S.P.I.R.
- Plan de recolement de la liaison Chesné/S.P.I.R.
- Arrêté préfectoral du 01 octobre 2004 concernant la liaison S.I.A.E.P. du Chesné/SYMEVAL



## 1.C. Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques

REF PLU	SYMBOLE	NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	TEXTES QUI PERMETTENT DE L'INSTITUER	ACTE D'INSTITUTION	OBSERVATIONS	BÉNÉFICIAIRE OU SERVICE À CONSULTER
1.C.	I4	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	Loi du 15.06.1906 modifiée Loi du 8.04.1946 (article 35) Ordonnance du 23.10.1958 Décrets du 6.10.1967 et du 11.06.1970 modifié	Accord amiable en application du décret du 6.10.1967 ou arrêté préfectoral du 11.6.1970 modifié	Réseau électrique HTA de distribution  Réseau HTB transport 2x400 kV Domloup-Launay 1 et 2	DDE/BCDEE  RTE ZA LA SALLE VERTE, 1 rue Ampère 29556 QUIMPER Cedex 09

### LIGNES ELECTRIQUES DE TRANSPORT D'ENERGIE

# I4

#### I - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques (ouvrages du réseau d'alimentation générale et des réseaux de distribution publique). Textes qui permettent de les instituer.

Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élitage et d'abattage d'arbres.

Loi du 15 juin 1906, article 12, modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (article 298) et du 4 juillet 1935, les décrets du 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1938, et n° 67.885 du 6 octobre 1967.

Article 35 de la loi n° 46.628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

Ordonnance n° 58.997 du 23 octobre 1958 (article 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946.

Décret n° 67.886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et confiant au Juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret n° 70.492 du 11 juin 1970 modifié par les décrets n° 85.1109 du 15 octobre 1985 et n° 93.629 du 25 mars 1993 pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.

Circulaire n° 70.13 du 24 juin 1970 (mise en application des dispositions du décret du 11 juin 1970).

Ministère de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Electricité et du Charbon.

#### II - PROCEDURE D'INSTITUTION

##### A. PROCEDURE

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élitage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- ✓ aux travaux déclarés d'utilité publique (article 35 de la loi du 8 avril 1946),



- ✓ aux lignes placées sous le régime de la concession ou de la régie réalisées avec le concours financier de l'Etat, des départements, des communes ou syndicats de communes (article 298 de la loi du 13 juillet 1925) et non déclarées d'utilité publique.

La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des servitudes sans recours à l'expropriation est obtenue conformément aux dispositions des chapitres I, II, II bis et II ter du décret du 11 juin 1970 susvisé. Elle est prononcée par arrêté préfectoral ou par arrêté du Ministre chargé de l'Electricité selon les caractéristiques des ouvrages concernés telles qu'elles sont précisées aux dits chapitres.

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 juin 1970 en son titre II.

A défaut d'accord amiable, le distributeur adresse au Préfet une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le Préfet prescrit alors une enquête publique dont le dossier est transmis aux Maires des communes intéressées et notifié au demandeur. Les Maires intéressés donnent avis de l'ouverture de l'enquête et notifient aux propriétaires concernés, les travaux projetés.

Le demandeur, après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au Préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juin 1970 et visées ci-dessous en C.

Par ailleurs, une convention peut être passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance des dites servitudes. Cette convention remplace les formalités mentionnées ci-dessus et produit les mêmes effets que l'arrêté préfectoral (décret du 6 octobre 1967, article I).

## B. INDEMNISATION

Les indemnités dues à raison des servitudes sont prévues par la loi du 15 juin 1906 en son article 12. Elles sont dues en réparation du préjudice résultant directement de l'exercice des servitudes.

Le préjudice purement éventuel et non évaluable en argent ne peut motiver l'allocation de dommages et intérêts, mais le préjudice futur, conséquence certaine et directe de l'état actuel des choses peut donner lieu à indemnisation.

Dans le domaine agricole, l'indemnisation des exploitants agricoles et des propriétaires résulte de conventions respectivement en dates des 14 janvier 1970 et 25 mars 1970 intervenues entre Electricité de France et l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture et rendues applicables par les commissions régionales instituées à cet effet.

En cas de litige, l'indemnité est fixée par le Juge de l'expropriation conformément aux dispositions des articles 2 et 3 du décret du 6 octobre 1967 (article 20 du décret du 11 juin 1970).

Ces indemnités sont à la charge du maître d'ouvrage de la ligne. Leurs modalités de versement sont fixées par l'article 20 du décret du 11 juin 1970.

Les indemnisations dont il est fait état ne concernent pas la réparation des dommages survenus à l'occasion des travaux et qui doivent être réparés comme dommages de travaux publics.



### C. PUBLICITE

Affichage en mairie de chacune des communes intéressées, de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification au demandeur de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification dudit arrêté par les Maires intéressés ou par le demandeur, à chaque propriétaire et exploitant pourvu d'un titre régulier d'occupation et concernés par les servitudes.

## III - EFFETS DE LA SERVITUDE

### A. PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

#### 1°) Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrage pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, sous les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitudes d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que ces propriétés soient ou non closes ou bâties (servitudes de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 décembre 1925, les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des cultures.

Droit pour le bénéficiaire de couper les arbres et les branches d'arbres qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

#### 2°) Obligations de faire, imposées au propriétaire

Néant.

### B. LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL

#### 1°) Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agences de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après en avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible et s'il est nécessaire d'accéder sur des toits ou terrasses.



## **2°) Droits résiduels du propriétaire**

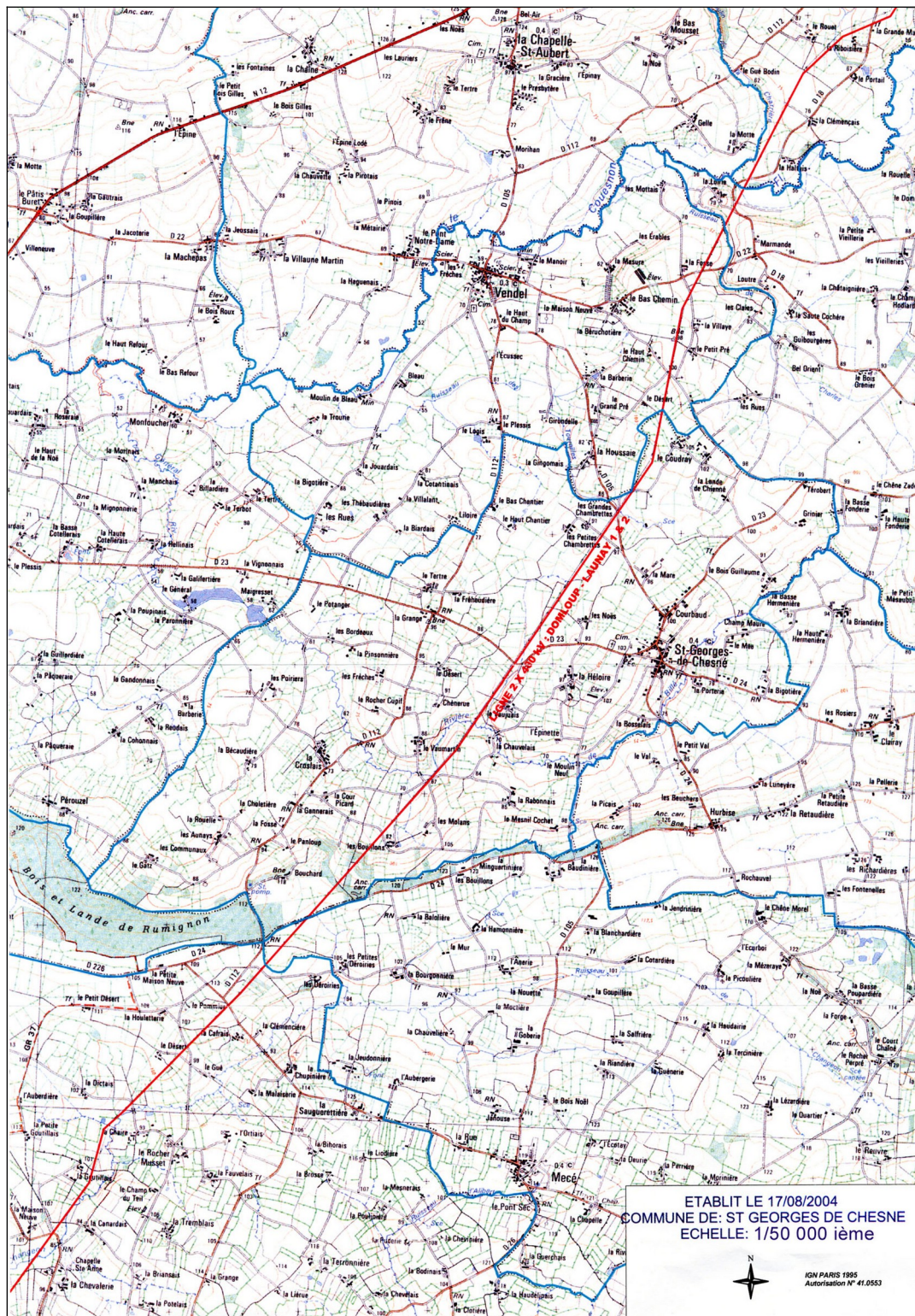
Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir ; ils doivent toutefois, un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'entreprise exploitante.

## **IV - TRAVAUX A PROXIMITE**

Les travaux à proximité des lignes électriques sont réglementés par les décrets n° 65.48 du 8 janvier 1965 et n° 91.1147 du 14 octobre 1991 ainsi que son arrêté d'application du 16 novembre 1994.

Conformément aux décrets et à l'arrêté précités, tout projet de construction, à proximité de ces ouvrages, doit être soumis pour accord préalable aux services compétents.





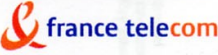
Voir également documents ci-joints :

- Plan EDF / GDF Services Ille-et-Vilaine n° 46-73 tracé le 20/07/2004
- Plan EDF / GDF Services Ille-et-Vilaine n° 46-74 tracé le 20/07/2004
- Plan EDF / GDF Services Ille-et-Vilaine n° 47-73 tracé le 20/07/2004
- Plan EDF / GDF Services Ille-et-Vilaine n° 47-74 tracé le 20/07/2004



**1.E. Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques**

REF PLU	SYMBOLE	NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	TEXTES QUI PERMETTENT DE L'INSTITUER	ACTE D'INSTITUTION	OBSERVATIONS	BÉNÉFICIAIRE OU SERVICE À CONSULTER
<b>1.E.</b>	<b>PT2</b>	Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles de centres d'émission et de réception exploités par l'Etat.	Code des Postes et des Télécommunications Article L.54 à L 56, R21 à R26	<b>Décret d'abrogation du 10/07/2000</b>	LH Cesson – La Chapelle Janson	France Télécom URR Côte d'Armor - Ille et Vilaine

PLAN LOCAL D'URBANISME		SERVICE EXPLOITANT	SERVITUDES HERTZIENNES								Repères sur les cartes IGN
P.L.U. de : <b>SAINT - GEORGES de CHESNE (35)</b>			Existantes	Programmées	Prévues	Zone sec. dég.	Zone spé. dég.	Cercle en Km	Largeur couloir (km)	Altitude NGF en m.	
LIAISON HERTZIENNE	STATION ou BOND HERTZIEN										
	CESSON SEVIGNE - La CHAPELLE JANSON		X			X			0.5	25	1317 Ouest ST BRICE en COGLES
OBSERVATIONS :  R - A - S  Fiches précédentes établies les : 27/06/03		Date : 04/11/2003    Réf. : 35 - 266 - 03   Unité Régionale de Réseau de Rennes Production 22-35 - Faisceaux Hertziens 50, Rue de Redon BP 3266 35032 RENNES CEDEX Tél :									

.. / ..



# **St. GEORGES de CHESNE** Echelle : 1/50 000 ème

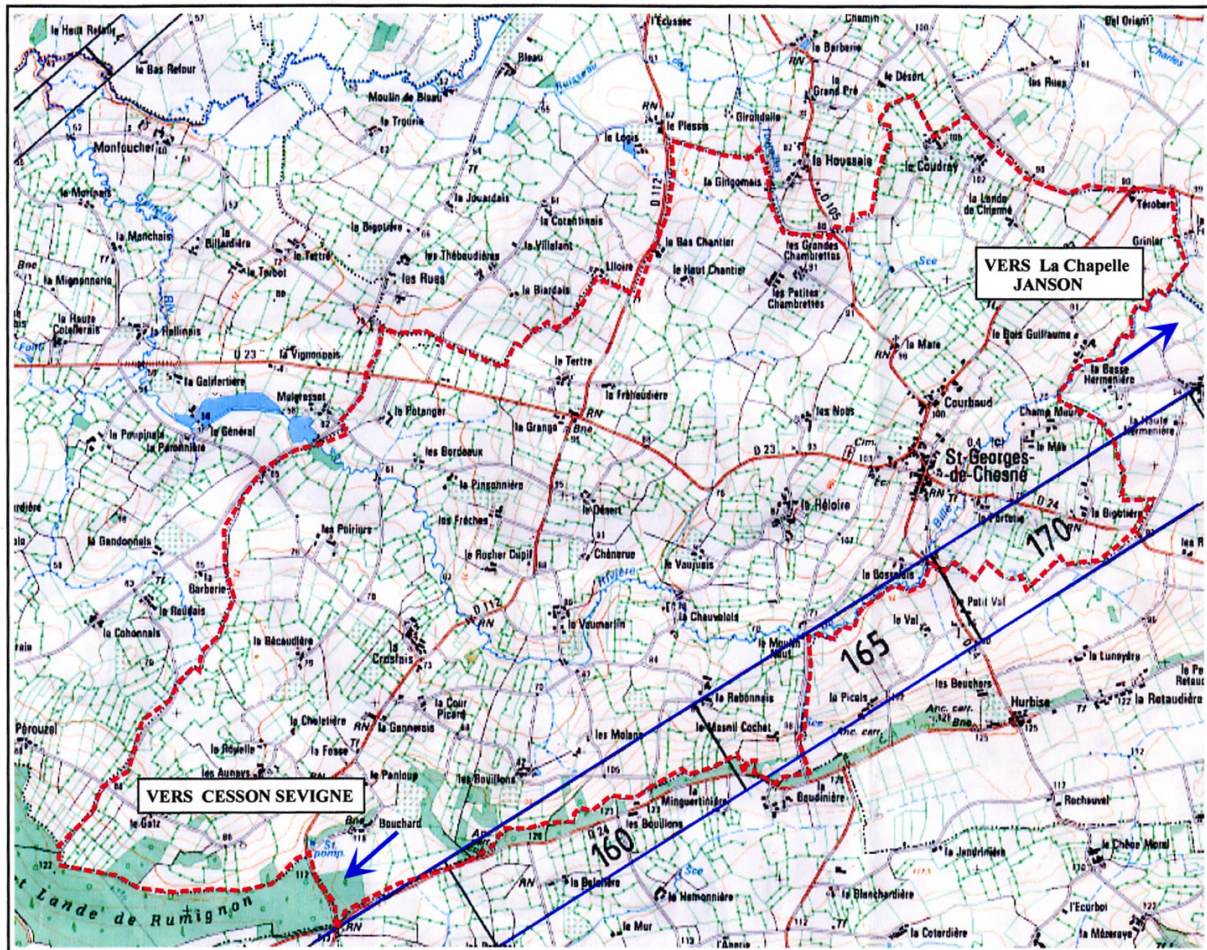
Station de la Chapelle Janson classée en 1ère catégorie  
et protégée contre les perturbations électromagnétiques  
(zone de garde de 1000m et de protection de 3000m)

(couloirs de 500 m de largeur, à l'intérieur duquel  
toute construction nouvelle dépassant les niveaux NGF  
indiqués ou 25m par rapport au sol devra être soumise  
à l'approbation de France Télécom)

- Servitudes Hertziennes
- - - - - Limite de commune



Unité Régionale de Réseau de Rennes  
Production 22-35 - Faisceaux Hertzien  
50, Rue de Redon  
BP 3266  
35032 RENNES CEDEX  
Tél :





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES  
ET DE L'INDUSTRIE  
SÉCRÉTARIAT D'ÉTAT À L'INDUSTRIE

SÉCRÉTARIAT D'ÉTAT À L'INDUSTRIE

Pour l'ampliation certifiée conforme  
au Secrétaire Général du Gouvernement



P.C.  
Danielle MEZON

DÉCRET

Enregistré le 30/08/00

10 JUL 2000 327

abrogeant certaines dispositions du décret du 6 juillet 1961 fixant  
l'étendue des zones et les servitudes applicables autour des stations et  
sur le parcours du faisceau hertzien Paris = Caen = Rennes = Nantes.

NOR ECOI100 20 20 00

LE PREMIER MINISTRE

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de  
l'industrie et du ministre de l'équipement, des transports et du loge-  
ment,

Vu le code des postes et télécommunications, articles L.54 à  
L.56 et L.63 et articles R.21 à R.26, instituant des servitudes pour la  
protection radioélectrique contre les obstacles ;

Vu le décret du 6 juillet 1961 fixant l'étendue des zones et  
les servitudes applicables autour des stations et sur le parcours du  
faisceau hertzien Paris = Caen = Rennes = Nantes,

Décrète :

Pour ampliation  
P. la Directrice Générale de l'Industrie,  
des Technologies de l'Information et des Postes

Art. 1er - Les dispositions du décret du 6 juillet 1961 susvisé  
sont abrogées en ce qui concerne les zones spéciales de dégagement entre  
les stations de Erbray et Cesson-Sévigné, Cesson-Sévigné et La Chapelle-  
Janson, La Chapelle-Janson et Saint-Martin-de-Chaulieu, Saint-Martin-de-  
Chaulieu et Mont-Pinçon, Mont-Pinçon et Saint-Contest, Saint-Contest et  
Harfleur, Serans et Meudon.

L'attaché d'administration centrale  
Chargé de mission

J. LAUNAY

10 N° 16 5 DU 19 JUL 2000



Art. 2 - Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'équipement, des transports et du logement et le secrétaire d'Etat à l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 10 JUL 2000

**Lionel JOSPIN**

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,

**Laurent FABIUS**

Le ministre de l'équipement,  
des transports et du logement,

**Jean-Claude GAYSSOT**

Le secrétaire d'Etat à l'industrie,

**Christian PIERRET**



**1.F. Servitudes liées aux périmètres de protection des eaux potables**

REF PLU	SYMBOLE	NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	TEXTES QUI PERMETTENT DE L'INSTITUER	ACTE D'INSTITUTION	OBSERVATIONS	BÉNÉFICIAIRE OU SERVICE À CONSULTER
<b>1.F.</b>	<b>AS1</b>	Servitudes liées aux périmètres de protection des eaux potables	Loi n°64.1245 du 16/12/1964 Décret n°61.859 du 01/08/1961 modifié par décret n°67.1903 du 15/12/1964 Circulaire du 10/12/1962	Arrêté préfectoral du 30/01/2003	Captage des Aunays et Bouchard	D.D.A.S.S.

DEPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX  
DU CHESNE**

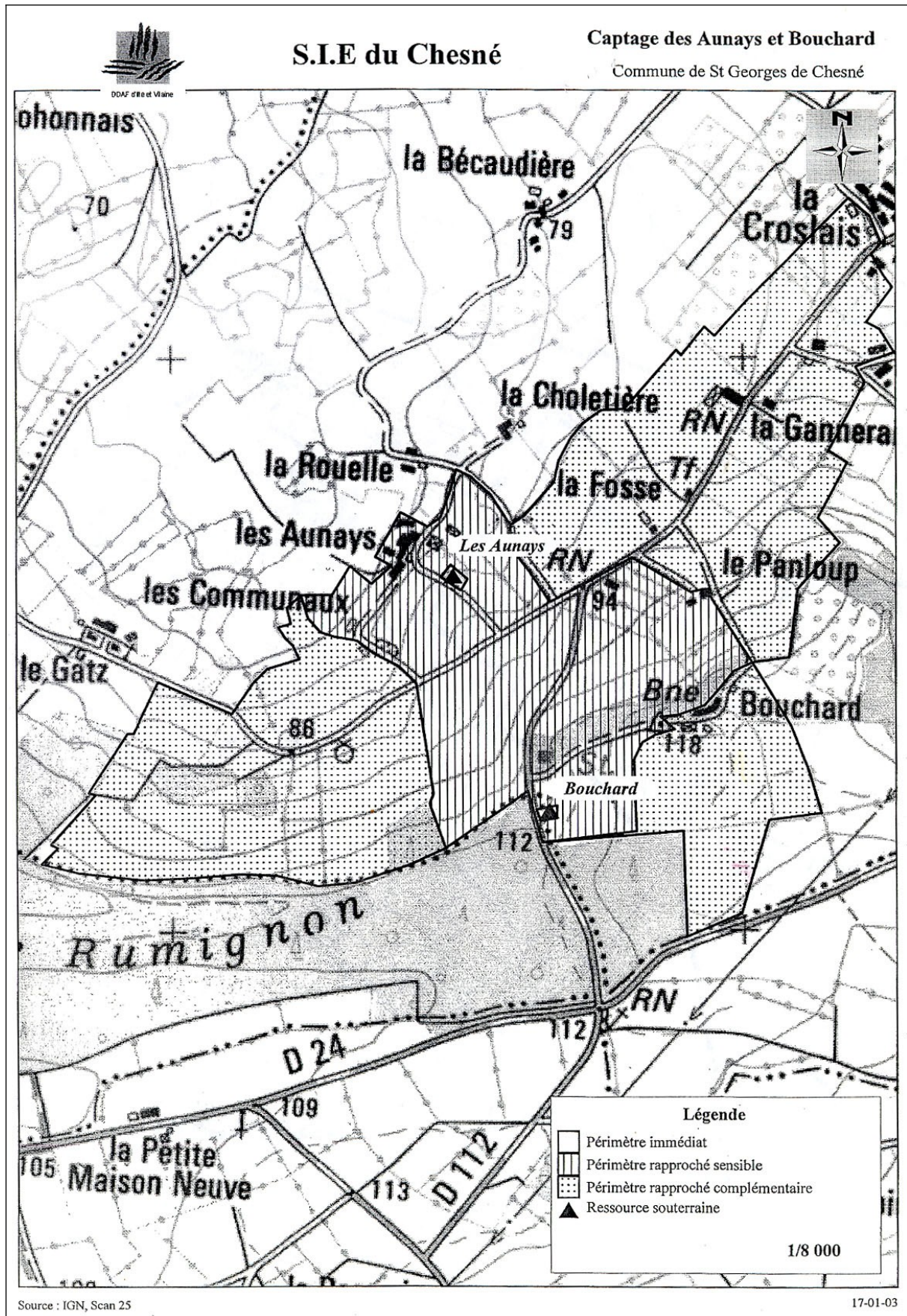
**PERIMETRE DE PROTECTION  
DU CAPTAGE DES AUNAYS ET BOUCHARD  
A SAINT GEORGES DE CHESNE**

**PLAN PARCELLAIRE**

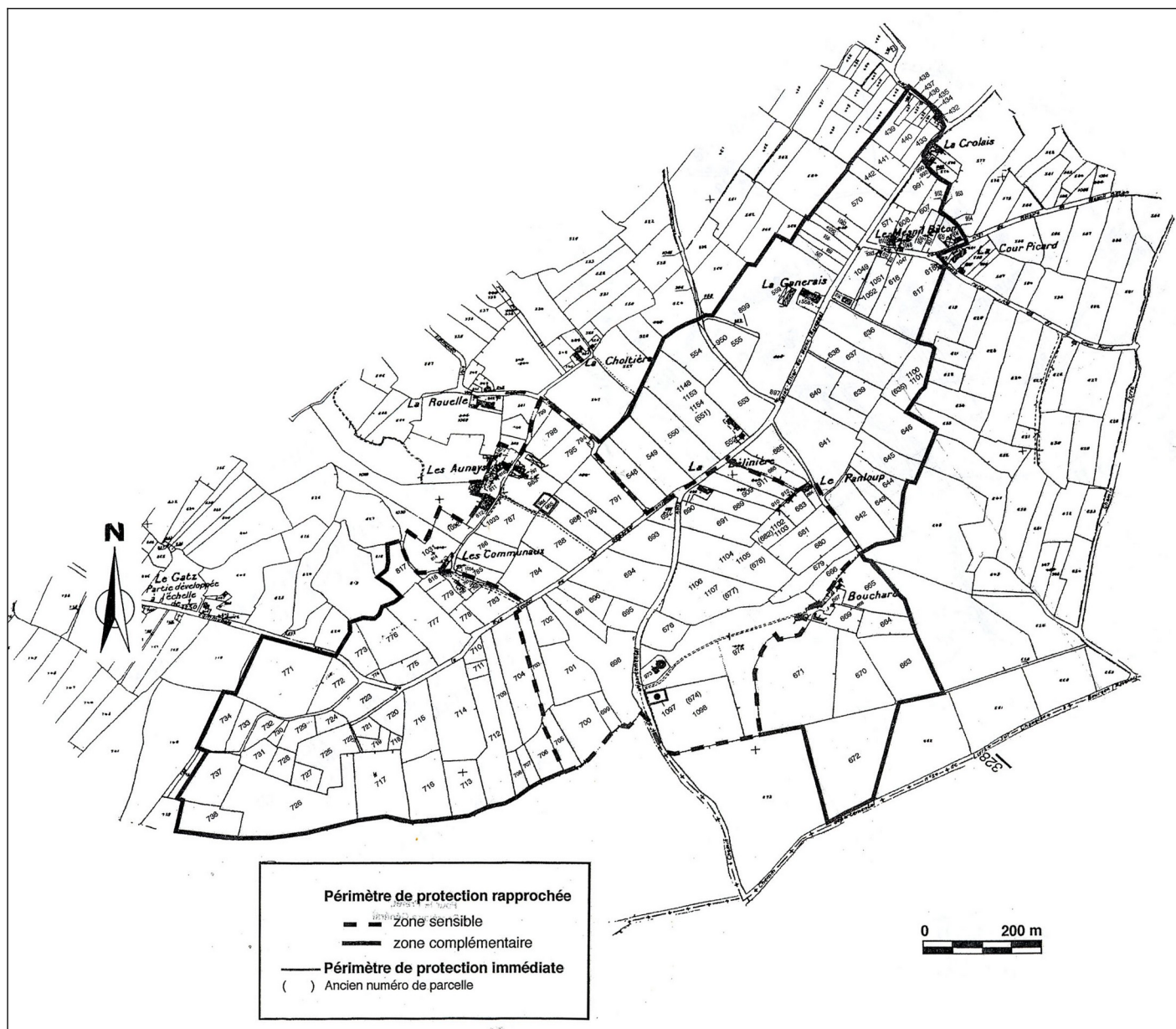
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Rémy ENFRUN













PRÉFECTURE DE L'ILLE-ET-VILAINE

DIRECTION DES ACTIONS DE  
L'ETAT ET DE LA DECONCENTRATION  
*4ème Bureau*

### **ARRETE D'AUTORISATION**

**Syndicat Intercommunal des Eaux du Chesné  
Captage des Aunays et Bouchard  
sur la commune de Saint Georges de Chesné**

-----

**LA PREFETE DE LA REGION BRETAGNE  
PREFETE DE L'ILLE-ET-VILAINE  
*Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite***

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 214-1 et suivants et 215-13 ;

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L 1321.2 à 4 ;

Vu la directive CEE n°91.676 relative à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir des sources agricoles ;

Vu les décrets n°89.3 modifié du 3 janvier 1989 et n°2001-1220 du 20 décembre 2001 relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine, pris en application du code de la santé publique ;

Vu les décrets n°93.742 et n°93.743 du 29 mars 1993, relatifs aux procédures et à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers concernant les eaux destinées à la consommation humaine ;

Vu l'arrêté du 20 février 1990 relatif aux méthodes de référence pour l'analyse des eaux destinées à la consommation humaine ;

Vu la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine en application de l'article L 1321.2 du code de la santé publique ;

3, avenue de la Préfecture - 35026 RENNES CEDEX 9  
Tél. 02 99 02 10 35 - Fax. 02 99 02 10 15 - [www.bretagne.pref.gouv.fr](http://www.bretagne.pref.gouv.fr)



Vu la circulaire du 28 mars 2000 de la direction générale de la santé, relative aux produits et procédés de traitements des eaux destinées à la consommation humaine ;

Vu la convention départementale de l'Ille-et-Vilaine déterminant les mesures prises à l'égard de l'agriculture ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 établissant le programme d'action à mettre en œuvre afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole, pris en application du décret n°93.1038 du 27 août 1993 et de la directive européenne n°91.676 du 12 décembre 1991 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 février 1996 relatif à la zone de répartition des eaux du bassin de la Vilaine ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2000 fixant les dispositions applicables dans le département d'Ille-et-Vilaine aux opérations de forage ;

Vu la liste des commissaires enquêteurs publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Ille et Vilaine ;

Vu la délibération du syndicat intercommunal des eaux du Chesné du 5 septembre 2001 approuvant le dossier et sollicitant l'ouverture de l'enquête en vue de l'institution de périmètres de protection autour du captage des Aunays et Bouchard à Saint Georges de Chesné, et de l'autorisation de prélever l'eau issue de ce captage ;

Vu le projet établi par le syndicat intercommunal des eaux du Chesné en vue de la mise en place des périmètres de protection autour du captage des Aunays et Bouchard à Saint Georges de Chesné et de l'autorisation de prélever l'eau issue de ce captage ;

Vu les pièces du dossier transmis par le Président du syndicat intercommunal des eaux du Chesné en vue d'être soumis à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de l'opération ;

Vu le plan parcellaire délimitant les périmètres de protection immédiat et rapproché ;

Vu l'état parcellaire ;

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé du 16 mai 2000 ;

Vu l'avis des services de l'Etat regroupés en groupe « captage » du pôle de compétence de l'eau en date du 7 septembre 2001 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2001 ouvrant une enquête portant sur l'utilité publique du projet de mise en place des périmètres de protection autour du captage des Aunays et Bouchard à Saint Georges de Chesné et de l'autorisation de prélever l'eau issue de ce captage ;

Vu le dossier d'enquête publique ;

Vu le rapport et les conclusions favorables du commissaire enquêteur en date du 30 janvier 2002 ;



Vu l'avis défavorable du conseil départemental d'hygiène du 25 avril 2002 au projet du syndicat intercommunal des eaux du Chesné et demandant l'inclusion des parcelles C 548, C 549, C 550, C 551 dans le secteur sensible du périmètre rapproché ;

Vu le réexamen de ce dossier par le pôle de compétence de l'eau lors de sa réunion du 10 janvier 2003 ;

Considérant que les captages des Aunays et Bouchard du syndicat intercommunal des eaux du Chesné assurent approximativement un tiers de la production du S.I.E. du Chesné ;

Considérant que la viabilité de l'exploitation de M. Jérôme DELAUNAY, jeune agriculteur, est remise en cause dans l'hypothèse où les parcelles précitées, d'une superficie de 3 ha 60 seraient soumises aux prescriptions du secteur sensible ;

Considérant que le système de production extensive peut être assuré par des mesures de protections spécifiques en ce qui concerne l'îlot cultural précité ;

Sur propositions conjointes de M. le Secrétaire Général, M. l'ingénieur en chef, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

## **ARRETE**

### **Article 1 – Objet de la déclaration d'utilité publique**

A la demande du syndicat intercommunal des eaux du Chesné, sont déclarés d'utilité publique le prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine du captage des Aunays et Bouchard et ses périmètres de protection, situés sur la commune de Saint Georges de Chesné.

### **Article 2 – Autorisation de prélèvement**

Le syndicat intercommunal des eaux du Chesné est autorisé à prélever les eaux souterraines par l'intermédiaire de deux ouvrages :

- Un puits de 35m de profondeur situé au lieu-dit « les Aunays »
- Un forage de 65m de profondeur situé au lieu-dit « Bouchard ».

Les conditions de réalisation de ces ouvrages respecteront les dispositions départementales en vigueur.

La totalité des prélèvements effectués par pompage ne peut excéder :

- ni 22 m<sup>3</sup>/h, ni 150000m<sup>3</sup>/an pour le puits des Aunays
- ni 5m<sup>3</sup>/h, ni 20000m<sup>3</sup>/an pour le forage de Bouchard

Un dispositif de comptage sera mis en œuvre pour assurer le contrôle des volumes prélevés par le syndicat intercommunal des eaux du Chesné.

La présente autorisation de prélèvement vaut également déclaration au titre de la loi sur l'eau.



**Article 3 – La filière traitement**

L'eau prélevée est refoulée vers la station de traitement de « Bouchard », située à proximité du forage, sur la commune de Saint Georges de Chesné. La filière, dimensionnée pour un débit nominal de 30 m<sup>3</sup>/h, comprend :

- une tour d'oxydation ;
- une filtration sur sable ;
- une neutralisation par filtre à neutralite ;
- une bache de stockage des eaux traitées (V = 1000 m<sup>3</sup>) ;
- une désinfection à l'eau de javel.

Les produits et procédés de traitement utilisés seront conformes à la réglementation en vigueur.

Toute modification de la filière de traitement devra être autorisée par le Préfet après avis du conseil départemental d'hygiène.

L'exploitant met en œuvre une autosurveillance permanente en vue de s'assurer de la qualité de l'eau distribuée, sans préjudice du contrôle sanitaire de la qualité des eaux brutes et traitées mis en place sous l'autorité du Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 4 – Les périmètres de protection**

Les périmètres de protection sont définis sur le plan joint au présent arrêté.

**Article 5 - Périmètre immédiat**

Un périmètre immédiat est établi autour de chaque ouvrage. Il est clos et propriété du syndicat intercommunal des eaux du Chesné :

Ouvrages	Puits des Aunays	Forage de Bouchard
Situation	X : 327,45	X : 327,62
Coordonnées Lambert II	Y : 2368,56	Y : 2368,15
Référence cadastrale	C2 n°984 et 985 Commune de St Georges de C.	C3 n°1097 Commune de St Georges de C.
Surface	8,89 ares	3,56 ares
Prescriptions générales	Toutes les activités autres que celles liées à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages et périmètre sont interdites. Aucune utilisation de produits phytosanitaires n'y est possible, l'entretien du terrain se fera exclusivement par des moyens mécaniques. Les stockages de produits autres que ceux nécessaires pour l'exploitation du captage sont interdits.	

**Article 6 - Périmètre rapproché**

Le périmètre de protection rapproché (75 ha) est subdivisé en un secteur sensible (23 ha) et un secteur complémentaire (52 ha).



**6.1 : Prescriptions applicables sur le périmètre rapproché****6.1.1 : Activités interdites :**

- ⇒ L'ouverture et le comblement d'excavations ;
- ⇒ La création de cimetière ;
- ⇒ La création de camping ;
- ⇒ La création de puits et forages sauf au bénéfice du syndicat intercommunal des eaux.
- ⇒ La création de plans d'eau ;
- ⇒ L'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature. Cette interdiction ne s'applique pas aux ouvrages de dimension individuelle liés aux habitations existantes, ni aux situations susceptibles d'améliorer la protection du captage (ex : mise aux normes des bâtiments d'élevage, des assainissements,...), ni aux canalisations destinées à l'alimentation en eau potable.

Les stockages des hydrocarbures seront mis sur cuvette de rétention ;

⇒ Les dépôts d'ordures ménagères et de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou ruissellement (immondices, détritiques, produits radioactifs, matériels réformés, carcasses de véhicules...) et dans le cas de dépôts à caractère permanent ou de longue durée (> 1 mois) :

- Les dépôts non aménagés de fumiers et de matières fermentescibles destinés à la fertilisation des sols,
- Les silos non aménagés destinés à la conservation, par voie humide, des aliments pour animaux (ensilage d'herbe ou de maïs de type taupinière),
- Les dépôts non aménagés de produits fertilisants et de produits phytosanitaires ;

⇒ Toute nouvelle construction en dehors des zones constructibles prévues aux documents d'urbanisme officiels à la date du présent arrêté, à l'exception de celles nécessaires à l'exploitation de la ressource en eau, de celles réalisées pour supprimer des sources de pollution et celles en extension ou en rénovation des activités en place.

Dans le cas de construction, d'extension ou de rénovation, le projet devra faire l'objet d'une note préalable soumise au Préfet pour autorisation. Cette note indiquera la destination des bâtiments et les mesures prises pour éviter toute pollution des eaux ;

- ⇒ La création de drainage de terres agricoles ;
- ⇒ Le déboisement et la suppression des friches, l'exploitation du bois étant possible ;
- ⇒ La suppression des talus et des haies, l'exploitation du bois étant possible ;
- ⇒ Les sols nus en hiver ;
- ⇒ L'épandage des fientes et fumiers de volailles,



⇒ L'affouragement permanent et hivernal des animaux à la pâture et notamment les élevages de type plein-air ;

⇒ L'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien des voies de communication, des accotements, des fossés, des chemins et à proximité des ruisseaux ;

#### 6.1.2 : Activités réglementées :

⇒ Le changement d'affectation des bâtiments d'élevage. Tout projet fera l'objet d'une note préalable soumise au Préfet pour décision ;

⇒ Les bâtiments d'élevage et autres ne doivent induire ni rejet ni infiltration d'eaux souillées. Les bâtiments feront l'objet d'aménagement permettant de suivre cette prescription ;

⇒ Les dispositifs d'assainissement autonome seront mis en conformité avec la réglementation.

#### **6.2 : Prescriptions applicables sur le secteur sensible**

⇒ Toutes les parcelles correspondant à des secteurs boisés, de taillis et de prairies permanentes ou de longue durée sont maintenues dans cet état, les autres parcelles sont converties en prairies permanentes ou de longue durée ou boisées ;

⇒ Le pâturage extensif des parcelles est autorisé du 1<sup>er</sup> mars au 1<sup>er</sup> novembre, sous réserve de non affouragement des animaux à la pâture et de la non dégradation du couvert végétal ;

⇒ La fauche est autorisée à partir du 1<sup>er</sup> mai.

⇒ La fertilisation azotée (minérale et organique) sera inférieure à 120 N/ha/an dont :

- un maximum de 70 UN/ha/an sous forme minérale ou de compost de fumier. Tout épandage d'autres déjections animales (déjections liquides) ou autres produits fermentescibles (boues de station d'épuration,...) est interdit.
- L'azote restant correspond aux déjections émises au pâturage par les animaux.

⇒ Le renouvellement des prairies peut être réalisé pour celles âgées de plus de 5 ans.

#### **6.3 : Réglementation applicable sur le secteur complémentaire**

⇒ Les apports de fertilisants minéraux et organiques seront adaptés aux besoins des cultures et compatibles avec les caractéristiques des sols. Les modalités de fertilisation (quantité, date d'épandage,...) seront limitées conformément aux obligations fixées par les arrêtés préfectoraux, pris dans le cadre de l'application de la directive nitrates.

#### **6.4 : Prescriptions spécifiques à appliquer sur certaines parcelles cadastrales du secteur complémentaire**

Les références des parcelles cadastrales concernées sont les suivantes :

Commune	Section	N°	Surface totale
Saint Georges de Chesné	C 2	548, 549, 550, 1148	3 ha 60 a 22ca



Outre les prescriptions applicables sur le secteur rapproché complémentaire, citées aux paragraphes 6.1 et 6.3, les mesures suivantes sont à respecter sur cet îlot cultural :

⇒ La fertilisation azotée, toute origine confondue (minérale et organique), sera inférieure à 120 N/ha/an.

⇒ Le désherbage chimique est interdit.

⇒ Pour assurer un suivi de ces mesures particulières, l'exploitant agricole adressera chaque année, en septembre et à compter de la date de signature du présent arrêté, au S.I.E du Chesné et à la préfecture :

- le plan prévisionnel de fumure et le cahier de fertilisation, dans lesquels apparaîtra la fumure de l'îlot concerné.
- une note présentant les cultures mises en place et les modalités de désherbage mises en œuvre sur l'îlot.

#### **Article 7 – Délais d'application**

En dehors de la réglementation générale applicable actuellement, il devra être satisfait aux prescriptions spécifiques dans un délai de 2 ans à compter de la publication du présent arrêté.

#### **Article 8 - Indemnisation des propriétaires et exploitants**

Le syndicat intercommunal des eaux du Chesné devra indemniser les propriétaires et exploitants de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la mise en place des périmètres de protection.

Notamment, la construction de bâtiments pour satisfaire à l'interdiction des élevages plein air et la création de capacités de stockage supplémentaires à la réglementation générale, liée à l'interdiction des dépôts aux champs des fumiers et aux pratiques de pâturages limitées.

#### **Article 9 - Publication et notification**

L'arrêté préfectoral issu de cette réglementation sera par les soins et à la charge du syndicat intercommunal des eaux du Chesné.

- ♦ Notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à chacun des propriétaires concernés par l'établissement des périmètres de protection.
- ♦ Publié à la conservation des hypothèques du département de l'Ille-et-Vilaine.

#### **Article 10 - Notification à l'égard des locataires et exploitants**

Les propriétaires des bâtiments et terrains concernés par les périmètres de protection ont l'obligation de notifier à leurs locataires et exploitants, les dispositions du présent arrêté.

#### **Article 11 – Information délai et voie de recours pour les propriétaires, locataires et exploitants.**

Le présent acte peut être contesté devant le tribunal administratif par un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa notification.



Il peut également faire l'objet auprès du préfet d'un recours gracieux, celui-ci prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

#### **Article 12 – Information des tiers**

Le présent arrêté sera affiché pendant un mois en mairie de Saint Georges de Chesné. Il fera l'objet d'un avis d'insertion au recueil des actes administratifs de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine. Cet avis sera également, par les soins du Préfet d'Ille-et-Vilaine, publié aux frais du maître d'ouvrage dans 2 journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

#### **Article 13 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de l'arrondissement de Fougères, le président du syndicat intercommunal des eaux du Chesné, le maire de Saint-Georges de Chesné, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement et le directeur des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à RENNES, le 30 janvier 2003

Pour la Préfète  
Le Secrétaire Général

POUR AMPLIATION

Pour la Préfète

  
Isabelle MICHEL

Rémy ENFRUIN



**1.G. Servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement**

REF PLU	SYMBOLE	NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	TEXTES QUI PERMETTENT DE L'INSTITUER	ACTE D'INSTITUTION	OBSERVATIONS	BÉNÉFICIAIRE OU SERVICE À CONSULTER
<b>1.G</b>	<b>T7</b>	Servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement	R 244-1 et D 244-1 à D 244-4 du code de l'aviation civile et L.126-1, R.126-1 du CU	Arrêté du 25/07/1990 Circulaire du 25/07/1990	Relative aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation	DAC Ouest



**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,  
DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE LA MER**

**Arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation**

NOR : EQUA9000474A

Le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article R. 421-38-13 ;  
Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles R. 241-1 à R. 241-3, R. 244-1 et D. 244-1 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques ;

Vu l'avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques en date du 14 décembre 1988,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. - Les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées comprennent :

a) En dehors des agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau ;

b) Dans les agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 100 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées comme installations toutes constructions fixes ou mobiles.

Sont considérées comme agglomérations les localités figurant sur la carte aéronautique au 1/500 000 (ou son équivalent pour l'outre-mer) et pour lesquelles des règles de survol particulières sont mentionnées.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques dont l'établissement est soumis à celles de la loi du 15 juin 1906 et des textes qui l'ont modifiée ainsi qu'à celles de l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques.

Art. 2. - Pour l'application du troisième alinéa de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, ne peuvent être soumises à un balisage diurne et nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

a) 80 mètres, en dehors des agglomérations ;

b) 130 mètres, dans les agglomérations ;

c) 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :

- les zones d'évolution liées aux aérodrômes ;
- les zones montagneuses ;
- les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs (bâtiments à usage d'habitation, industriel ou artisanal), il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque leur hauteur est inférieure à 150 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux prescriptions fixées par le ministre chargé de l'aviation civile.

Art. 3. - L'arrêté du 31 juillet 1963 définissant les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées est abrogé.

Art. 4. - Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte, sous réserve des dispositions applicables à chaque territoire en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

Art. 5. - Le directeur général de l'aviation civile, les chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, le directeur de l'architecture et de l'urbanisme, le directeur général des collectivités locales, le directeur de la sécurité civile et le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 25 juillet 1990.

*Le ministre de l'équipement, du logement,  
des transports et de la mer,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet,  
J.-C. SPINETTA*

*Le ministre de la défense,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet civil et militaire,  
D. MANDELKERN*

*Le ministre de l'intérieur,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet,  
C. VIGOUROUX*

*Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,*

*porte-parole du Gouvernement,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des affaires économiques,  
sociales et culturelles de l'outre-mer,  
G. BELORGEY*

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet,  
D. CADOUX*

**Arrêté du 15 novembre 1990 autorisant Aéroports de Paris à prendre une participation dans le capital d'une société**

NOR : EQUA9000973A

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer et du ministre délégué au budget en date du 15 novembre 1990, Aéroports de Paris est autorisé à prendre une participation au capital de la société A.D.P. Management. La participation d'Aéroports de Paris est fixée à 680 000 F correspondant à 34 p. 100 du capital de la société A.D.P. Management.

**Circulaire du 25 juillet 1990 relative à l'instruction des dossiers de demande d'autorisation d'installations situées à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement**

NOR : EQUA9000475C

Paris, le 25 juillet 1990.

*Le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, à MM. les préfets de région, les délégués du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer, les préfets (directions départementales de l'équipement), les directeurs régionaux de l'équipement, les directeurs régionaux et chefs de service d'Etat de l'aviation civile, le directeur général d'Aéroports de Paris, les directeurs des travaux publics des départements et territoires d'outre-mer, les directeurs des aéroports principaux, les directeurs et chefs de service des travaux maritimes, le chef du service des bases aériennes, le chef du service technique des bases aériennes, les chefs des services spéciaux des bases aériennes, les directeurs des ports autonomes et services maritimes chargés des bases aériennes, le chef du service technique de la navigation aérienne, les chefs d'état-major des armées de terre, air, mer, le commandant de l'ALAT, le chef du service central de l'aéronautique navale, le directeur de la circulation*



aérienne militaire, le directeur de l'infrastructure de l'air, les commandants des régions aériennes, les préfets maritimes et commandants d'arrondissement maritime, le commandant des forces aériennes de la zone Sud de l'océan Indien, le commandant des forces aériennes aux Antilles et en Guyane, le commandant des forces aériennes en Polynésie française, le commandant des forces aériennes en Nouvelle-Calédonie, le délégué à l'espace aérien

La présente circulaire, prise en application de l'arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation, a pour but de définir la procédure et les règles à appliquer pour l'instruction des dossiers concernant ces demandes d'autorisation d'installations.

## I. – Rappel des dispositions réglementaires

L'article R. 244-1 du code de l'aviation civile stipule :

« A l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement en application du présent titre, l'établissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées.

« Des arrêtés ministériels déterminent les installations soumises à autorisation.

« L'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la région intéressée.

« Lorsque les installations en cause ainsi que les installations visées par la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie qui existent à la date du 8 janvier 1959 constituent des obstacles à la navigation aérienne, leur suppression ou leur modification peut être ordonnée par décret pris après avis de la commission visée à l'article R. 242-1.

« Les dispositions de l'article R. 242-3 ci-dessus sont dans ce cas applicables. »

Les installations visées par cet article R. 244-1 du code de l'aviation civile sont définies par les dispositions de l'arrêté interministériel du 25 juillet 1990 prévoyant une autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées lorsque leur hauteur est supérieure à 50 mètres en dehors des agglomérations et 100 mètres dans les agglomérations.

L'article R. 421-38-13 du code de l'urbanisme stipule :

« Lorsque la construction est susceptible, en raison de son emplacement et de sa hauteur, de constituer un obstacle à la navigation aérienne et qu'elle est soumise pour ce motif à l'autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées, en vertu de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, le permis de construire ne peut être délivré qu'avec l'accord des ministres intéressés ou de leurs délégués. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction. »

## II. – Instruction des demandes d'autorisation

### 1. Installations soumises au permis de construire

La demande d'autorisation est constituée par le dossier de permis de construire.

Le service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire transmet un exemplaire de la demande d'autorisation de construire à la direction régionale de l'aviation civile ou au service d'Etat de l'aviation civile ou à la direction générale d'Aéroports de Paris et à la région aérienne et, éventuellement, à la région maritime concernés, avec copie au chef du district aéronautique.

A cette demande, le service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire doit :

- joindre un plan de situation de l'installation projetée à l'échelle 1/25 000 (ou 1/20 000) ;
- joindre un extrait du plan cadastral ;
- préciser la cote au pied de l'installation et sa hauteur.

### 2. Installations non soumises au permis de construire

Les déclarations adressées au directeur départemental de l'équipement, conformément aux dispositions de l'article D. 244-2 du code de l'aviation civile, sont transmises à la direction régionale de l'aviation civile ou au service d'Etat de l'aviation civile ou à la direction générale d'Aéroports de Paris et à la région aérienne et, éventuellement, à la région maritime concernés, avec copie au chef du district aéronautique.

- A cette demande, le directeur départemental de l'équipement doit :
- joindre un plan de situation de l'installation projetée à l'échelle 1/25 000 (ou 1/20 000) ;
  - joindre un extrait du plan cadastral ;
  - préciser la cote au pied de l'installation et sa hauteur.

### 3. Instruction des demandes

a) Le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'Etat de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris recueille l'avis du chef du district aéronautique (lorsqu'il existe).

b) Le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'Etat de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris et le commandant de la région aérienne et le préfet maritime font procéder à une étude afin de faire apparaître comment se situe l'obstacle projeté par rapport aux zones de servitudes aéronautiques et aux zones d'évolution liées aux aéroports existants ou projetés, ainsi qu'à l'ensemble des zones de l'espace aérien susceptibles d'être utilisées par les aéronefs.

c) L'autorisation est accordée sous réserve, le cas échéant, d'une ou des deux conditions suivantes :

- balisage de l'obstacle ;
- limitation de sa hauteur.

d) Le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'Etat de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris et le commandant de la région aérienne et le préfet maritime font parvenir leur décision au service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire en respectant le délai d'un mois.

e) Le service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire prend en considération les avis formulés.

f) Dans tous les cas et conformément à l'instruction relative au service d'information aéronautique, lorsque l'autorisation a été donnée et les installations réalisées, le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'Etat de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris demande au service d'information aéronautique :

- de porter à la connaissance des navigateurs aériens, par voie de NOTAM, l'existence (ou la suppression) de tout obstacle dépassant 50 mètres au-dessus du sol hors agglomération et 100 mètres au-dessus du sol en agglomération ;
- de faire figurer (ou de supprimer) cet obstacle artificiel dans (de) la liste des obstacles artificiels isolés de l'AIP.

Si l'obstacle dépasse 100 mètres au-dessus du sol, le service de l'information aéronautique prend, en outre, les dispositions pour les faire figurer sur les cartes aéronautiques au 1/500 000 OACI (ou la carte équivalente pour l'outre-mer).

h) Le propriétaire de l'installation doit aviser le directeur général d'Aéroports de Paris ou le chef de district aéronautique, lorsqu'il existe, de toute interruption de fonctionnement du balisage, afin que l'information soit portée à la connaissance des navigateurs aériens par voie de NOTAM.

## III. – Règles à appliquer

### 1. Principe général

Le refus de délivrer l'autorisation de construire une installation de hauteur supérieure à celle qui rend cette autorisation obligatoire doit être exceptionnel.

### 2. Balisage des obstacles

Il est rappelé qu'un balisage ne peut être prescrit que pour les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- a) 80 mètres, en dehors des agglomérations ;
- b) 130 mètres, dans les agglomérations ;
- c) 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :
  - les zones d'évolution liées aux aéroports ;
  - les zones montagneuses ;
  - les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs, il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque leur hauteur est inférieure à 150 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

### 3. Zones d'évolution liées aux aéroports

Une attention particulière doit être de portée à l'étude des dossiers relatifs aux projets d'installations situées dans les « zones d'évolution liées aux aéroports » susceptibles d'être utilisées lors de l'exécution de procédures d'approche et de départ, et pouvant intéresser des zones hors servitudes de dégagement.

Dans ces zones, les obstacles peuvent être particulièrement contraignants et, dans certains cas, avoir une répercussion notable sur les minimums opérationnels de l'aéroport entraînant, de ce fait, une réduction des taux de régularité.



**IV. – Instruction des demandes d'installation  
des lignes électriques et des centres radioélectriques**

Les lignes électriques et les centres radioélectriques, en raison de leur nature, font l'objet de procédures particulières ; ces procédures ne sont pas modifiées par la présente circulaire.

Les dossiers des lignes électriques sont instruits conformément à la loi du 15 juin 1906 et aux textes qui l'ont modifiée.

Les demandes d'installation des stations radioélectriques sont soumises à la procédure dite de la « CORESTA » (Commission d'étude de la répartition géographique des stations radioélectriques).

**V. – Application de la circulaire dans les territoires  
d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte**

Chaque territoire peut établir une circulaire d'application à partir du texte applicable en métropole, en tenant compte des dispositions particulières locales.

Demeurent toutefois applicables dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte les dispositions de la présente circulaire dans le cas où une circulaire particulière n'a pas été établie.

VI. – Toutes les dispositions antérieures ayant le même objet sont abrogées.

VII. – Les directeurs régionaux de l'aviation civile ou les chefs de services d'Etat de l'aviation civile, le directeur général d'Aéroports de Paris, les préfets (D.D.E.), les directeurs des travaux publics des départements et territoires d'outre-mer, les commandants des régions aériennes et les préfets maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente circulaire, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

*Le ministre de l'équipement, du logement,  
des transports et de la mer,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet,  
J.-C. SPINETTA*

*Le ministre de la défense,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet civil et militaire,  
D. MANDELKERN*

*Le ministre de l'intérieur,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet,  
C. VIGOUROUX*

*Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,  
porte-parole du Gouvernement,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet,  
A. CHRISTNACHT*

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet,  
D. CADOUX*

**ANNEXE**

**LISTE DES NOMS ET ADRESSES DE (1)**

- 1° Aéroports de Paris.
- 2° Directions régionales de l'aviation civile.
- 3° Services d'Etat et services de l'aviation civile outre-mer.
- 4° Districts aéronautiques.
- 5° Régions aériennes, régions maritimes et commandements des forces aériennes outre-mer.

(1) La liste des noms et adresses des correspondants civils et militaires peut être consultée au *Bulletin officiel* du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

**MINISTÈRE DE LA CULTURE, DE LA COMMUNICATION  
ET DES GRANDS TRAVAUX**

**COMMUNICATION**

**Arrêté du 8 novembre 1990 relatif  
au Grand Prix national de la création audiovisuelle**  
NOR : MICT9000706A

Le ministre de la culture, de la communication et des grands travaux et le ministre délégué à la communication,

Vu le décret n° 88-823 du 18 juillet 1988 relatif aux attributions du ministre de la culture, de la communication et des grands travaux ;

Vu le décret n° 88-835 du 20 juillet 1988 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre de la culture, de la communication et des grands travaux, chargé de la communication,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. – Il est institué un Grand Prix national de la création audiovisuelle destiné à consacrer chaque année les mérites d'un auteur, d'un réalisateur, d'un acteur, d'une personnalité ou d'un organisme dont l'œuvre, la carrière ou le travail ont particulièrement servi la création audiovisuelle française.

Art. 2. – Ce prix est décerné par le ministre chargé de la communication.

Il est attribué sur proposition d'un jury, présidé par le directeur général du Centre national de la cinématographie, composé de personnalités désignées pour un an, éventuellement renouvelable, par le ministre chargé de la communication.

Art. 3. – Le directeur général du Centre national de la cinématographie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 novembre 1990.

*Le ministre délégué à la communication,  
CATHERINE TASCA*

*Le ministre de la culture, de la communication  
et des grands travaux,*

*JACK LANG*



**III. REPORT DES SERVITUDES D’UTILITÉ PUBLIQUE SUR LE PLAN DE  
RÈGLEMENT GRAPHIQUE DU P.L.U. AU 1/5 000**

*Voir document ci-joint*